MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale
du Trésor

AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES SECTORIELLES
États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-39 du 19 novembre 2026

Sommaire

L'Ambassadeur et le SER assistent à une table ronde avec des entreprises françaises et américaines dans le cadre du B20 à Washington
Le SER se rend à un déjeuner autour des enjeux commerciaux et industriels pour Toyota

Commerce et sanctions
1. D. Trump annonce un accord commercial réciproque avec la Thaïlande
2. D. Trump annonce une série d'accords commerciaux et d'investissements dans la zone Indopacifique

Climat – énergie – environnement
Brèves

Transport et infrastructure
3. L'interruption nationale du trafic aérien (« nationwide ground stop ») du 13 novembre relance les appels du Secrétaire aux Transports à financer la modernisation du contrôle aérien

Industrie
Brèves

Distribution et divertissement
Brèves

Santé
4. La Maison Blanche retire la nomination d'Heidi Overton à la tête de la Food and Drug Administration

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, *ici*.

L'Ambassadeur et le SER assistent à une table ronde avec des entreprises françaises et américaines dans le cadre du B20 à Washington



Le 9 novembre dernier, premier jour du B20, l'Ambassadeur Lechevallier a participé à une table ronde présidée par Ivana Zuzul, Senior Vice President pour l'Europe de la US Chamber of Commerce, principale organisation patronale américaine, qui représente plus de 3 millions d'entreprises de tous les secteurs. Côté français, était également conviée la délégation du MEDEF qui avait fait le déplacement pour ce B20, composée notamment de Frédéric Sanchez (président de Fives Group et président de CCI France International), Jean-Pierre Clamadieu (président du conseil d'administration d'Engie), Sophie Sidos (vice-présidente de Vicat Group Holding et présidente des Conseillers du commerce extérieur de la France) et Dominique Carlach (vice-présidente chargée des affaires publiques d'ABGi). Côté américain, des représentants de grands groupes américains de divers secteurs ont fait le déplacement : Amazon, Apple, Bristol Myers Squibb, Citi, JP Morgan Chase, Morgan Stanley, Visa etc. La discussion a permis d'aborder les enjeux des secteurs stratégiques de la pharmaceutique, de l'intelligence artificielle et de l'innovation, l'attractivité de la France, les stratégies d'investissement des entreprises de part et d'autre de l'Atlantique dans le contexte politique actuel. Cette séquence a également été l'occasion de réaffirmer l'importance et l'intensité de la relation économique bilatérale entre la France et les Etats-Unis, autour de nos intérêts communs, ainsi que la volonté forte et partagée d'approfondir notre collaboration.

Le SER se rend à un déjeuner autour des enjeux commerciaux et industriels pour Toyota



Le 10 novembre, le SER a participé à un déjeuner-rencontre organisé par Toyota à Washington, avec ses directeurs affaires publiques pour différentes régions du monde (Amérique du Nord, Europe, Asie). La session visait à discuter des enjeux géopolitiques de l'industrie automobile avec des diplomates présents à Washington ; en plus de la France, étaient présents Tanya Allem (Ambassade du Canada), Manasori Tsuruda (Ambassade du Japon) et Eva Valle Lagares (Délégation de l'UE après des Etats-Unis). La séquence a permis d'aborder les enjeux commerciaux et industriels de l'industrie automobile, et de saluer l'importance de la présence de Toyota en France.



Commerce et sanctions

1. D. Trump annonce un accord commercial réciproque avec la Thaïlande

Le 17 novembre, D. Trump et le premier ministre thaïlandais A. Charnvirakul ont annoncé, dans une déclaration conjointe (*joint statement*), avoir conclu les négociations pour un accord de commerce réciproque (*Agreement on Reciprocal Trade*). Celui-ci doit permettre la suppression de droits de douane sur 99% des biens, et l'élimination des barrières non-tarifaires pesant sur les véhicules, les dispositifs médicaux, les produits pharmaceutiques, l'éthanol et la volaille américains. Les deux parties ont déclaré entamer désormais les procédures internes en vue de la signature et de l'entrée en vigueur de l'ART.

2. D. Trump annonce une série d'accords commerciaux et d'investissements dans la zone Indopacifique

Le 18 novembre, à l'issue de son voyage aux Philippines, D. Trump a annoncé une série d'accords commerciaux et d'investissements stratégiques dans la zone Indopacifique, pour un total de 17 Mds$ (*fact sheet*). Ceux-ci couvrent notamment la vente de 20 avions Boeing 787 à Philippine Airlines, un renforcement de la coopération avec Manille dans les technologies critiques, et des engagements d'achats philippins de produits énergétiques et agricoles américains ; des projets d'investissement et de coopération technologique en Indonésie, en Malaisie et au Brunei, dans les secteurs de l'énergie, des matériaux pour batteries et des infrastructures numériques.

Climat – énergie – environnement

Brèves

- La Maison-Blanche a annoncé le 18 novembre 2026 plusieurs accords et projets d'investissement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles. Aux Philippines, les États-Unis et le gouvernement philippin ont annoncé l'ouverture de discussions en vue d'un accord intergouvernemental sur les technologies nucléaires civiles, destiné à favoriser le développement de l'énergie nucléaire dans le pays et à créer des opportunités pour les entreprises américaines. En Indonésie, l'entreprise américaine Latitude Energy et le fonds souverain Danantara ont engagé des

négociations autour d'un projet de 2 milliards de dollars visant à améliorer l'exploitation des ressources charbonnières grâce aux technologies américaines. Enfin, en Malaisie, l'entreprise américaine Navajo Transitional Energy Company (NTEC) a signé un contrat de 100 millions de dollars sur trois ans pour approvisionner TNB Fuel Services en charbon extrait de sa mine du Montana.

- La U.S. International Development Finance Corporation (DFC) a publié le 18 novembre 2026 une déclaration conjointe avec le Fonds polonais de développement (PFR) visant à renforcer la coopération énergétique entre les États-Unis et la Pologne. L'accord prévoit notamment d'explorer la mobilisation de financements privés pour le programme nucléaire civil polonais, avec un premier soutien pouvant atteindre 2 milliards de dollars pour la première centrale nucléaire de Choczewo. Les deux institutions envisagent également de soutenir le développement d'une deuxième grande centrale nucléaire ainsi que d'infrastructures gazières. Cette initiative s'inscrit dans un objectif commun de renforcement de la sécurité énergétique polonaise, sans engagement financier formel du PFR à ce stade.
- Le Département de l'Energie (DoE) a annoncé le 17 novembre 2026 un engagement conditionnel de prêt pouvant atteindre 2,8 milliards de dollars en faveur de Grid United pour la réalisation du projet Wyoming Intertie. Celui-ci vise à augmenter de 1,8 GW la capacité de transport d'électricité et à doubler les capacités d'interconnexion entre les régions du Southwest Power Pool (SPP) et du Western Electricity Coordinating Council (WECC). Le DoE précise que ce projet devrait permettre jusqu'à 39 milliards de dollars d'économies sur les coûts de l'électricité dans 17 États, tout en renforçant la fiabilité du réseau et en créant plusieurs centaines d'emplois. Le financement reste conditionné à la satisfaction d'exigences techniques, juridiques, environnementales et financières avant son octroi définitif.
- Le Département d'État (DoS) a annoncé le 12 novembre 2026 le développement de la coopération nucléaire civile entre les États-Unis et le Pérou. À l'occasion de sa visite au Pérou, Thomas G. DiNanno, *Under Secretary for Arms Control and International Security*, a annoncé un financement d'un million de dollars dans le cadre du programme FIRST, destiné à fournir au Pérou une assistance technique et des formations dans les domaines de la sûreté nucléaire, de la sécurité, de la non-prolifération, de l'élaboration du cadre réglementaire et

de la formation de la main-d'œuvre, afin de préparer un éventuel déploiement de petits réacteurs modulaires (SMR) ou de microréacteurs. Il a également signé avec le ministre péruvien de l'Énergie et des Mines, Guillermo Shinno, un protocole d'accord établissant un cadre de coopération nucléaire civile à long terme.

- Le Département d'Etat a publié le 12 novembre une déclaration conjointe des gouvernements américain et japonais, saluant les progrès de leur coopération dans le développement des ressources minérales des fonds marins. Les deux pays se félicitent notamment de la tenue de la deuxième réunion de leur groupe de travail bilatéral, les 11 et 12 novembre à Toyama, au cours de laquelle ont été abordés deux projets japonais : l'exploitation de boues riches en terres rares à proximité de l'île de Minamitorishima et le développement d'un projet de nodules polymétalliques. La déclaration souligne également leur volonté de poursuivre les échanges scientifiques, technologiques et industriels, de sécuriser les capacités de transformation et de faciliter les investissements privés.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a annoncé le 18 novembre 2026 que les stocks de gaz naturel des 48 États contigus avaient atteint 3 810 milliards de pieds cubes (Bcf), soit environ 108 milliards de mètres cubes (Gm^3), à la fin de la saison de remplissage 2026, soit près de 2 % au-dessus de la moyenne quinquennale. La production de gaz naturel sec a de son côté connu une hausse de 3% par rapport à 2025, mais une grande partie de cette production supplémentaire a été absorbée par la demande croissante des terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL). Pour la saison de chauffage 2026-2027, l'EIA prévoit des prélèvements de 1 900 Bcf (environ 53,8 milliards de m^3) et des stocks qui resteraient supérieurs de 4 % à la moyenne quinquennale à fin mars 2027, grâce à un hiver relativement doux et à la progression de la production.
- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) prévoit dans son analyse du 12 novembre une hausse de 13 % de la production de pétrole brut en Alaska en 2027, pour atteindre 505 000 barils par jour (b/j), son niveau le plus élevé depuis 2014. Cette progression est principalement portée par deux projets situés sur le versant nord de l'État : Nuna, exploité par ConocoPhillips, et Pikka Phase 1, détenu par Santos et Repsol, dont la production devrait atteindre 80 000 b/j à l'hiver 2026-2027.

Transport et infrastructure

3. L'interruption nationale du trafic aérien (« nationwide ground stop ») du 13 novembre relance les appels du Secrétaire aux Transports à financer la modernisation du contrôle aérien

Le 13 novembre, la Federal Aviation Administration (FAA) a été contrainte de suspendre temporairement l'ensemble des départs sur le territoire américain à la suite de dysfonctionnements intermittents des télécommunications affectant les systèmes de communication et de surveillance radar du contrôle aérien. La mesure de précaution, qui a duré environ quatre heures, a conduit à l'atterrissage sécurisé de plus de 3 500 appareils. À la réouverture de l'espace aérien, plus de 8 000 mouvements ont repris dès la première soirée, malgré des retards et annulations persistants.

Selon les premières explications du Département des Transports (DOT), l'incident serait lié à des perturbations survenues lors du remplacement de lignes téléphoniques en cuivre par des fibres optiques sur le réseau de télécommunications de la FAA, dans le cadre des travaux de modernisation en cours. La cause technique précise, notamment l'éventuelle défaillance d'un équipement ou une erreur d'installation du prestataire L3Harris, reste toutefois à déterminer.

Dans ce contexte, le 17 novembre, le secrétaire aux Transports S. Duffy a appelé le Congrès à approuver une enveloppe supplémentaire de 50,1 Md$ pour achever la modernisation du système national de contrôle aérien (*Brand New Air Traffic Control System*) : « *Pour mettre à la disposition du public américain un système de contrôle aérien entièrement neuf et à la pointe de la technologie, la FAA a besoin que le Congrès accélère les investissements supplémentaires dans le système national de l'espace aérien (National Airspace System)* ».

Cette demande se répartit entre cinq priorités : 10,1 Md$ pour achever la modernisation de l'architecture numérique et des télécommunications, 10 Md$ pour rénover les infrastructures aéroportuaires, 10 Md$ pour moderniser les terminaux, 10 Md$ pour construire cinq nouveaux centres régionaux de contrôle aérien (en remplacement des 22 centres existants) et 10 Md$ pour construire ou rénover jusqu'à 140 tours de contrôle. Cette demande s'ajoute aux 12,5 Md$ déjà alloués en juillet 2025 dans le cadre de la loi budgétaire *One Big Beautiful Bill Act (OBBBA)*. Selon le DOT, ces premiers crédits ont notamment permis de remplacer environ 70 % des lignes de télécommunications en cuivre par de la fibre optique et

de moderniser plusieurs centaines de sites radio. Il s'agit désormais d'accélérer la modernisation du système en s'appuyant sur ces premières réalisations afin de résorber les fragilités persistantes des infrastructures de contrôle aérien, l'incident du 13 novembre illustrant, selon le DOT, l'ampleur des investissements encore nécessaires.

Industrie

Brèves

- Le 14 novembre, SpaceX a réussi pour la première fois à rattraper, avec les bras de sa tour de lancement, l'étage supérieur de Starship revenu d'orbite, lors du quinzième vol d'essai. Le vaisseau a déployé 26 satellites Starlink V3 et est resté en orbite plus de 22 heures, le plus long vol de Starship à ce jour. Le propulseur Super Heavy, en revanche, n'a pas été rattrapé et a été jeté dans le golfe du Mexique. La récupération du vaisseau marque une étape clé vers la réutilisation complète du système, mais celle du propulseur de nouvelle génération reste à démontrer.
- Le 16 novembre, Northrop Grumman a annoncé avoir décroché une commande de 1,6 Md$ pour produire davantage de moteurs de fusée à propergol solide et de composants destinés au missile intercepteur PAC-3 MSE de l'armée américaine. Passée par Lockheed Martin, qui fabrique le missile, elle porte sur les moteurs à double impulsion et les dispositifs de sécurité d'allumage, et vise à accroître la production du site d'Allegany Ballistics Laboratory, en Virginie-Occidentale. Elle s'inscrit dans l'accord-cadre de sept ans conclu en janvier, qui doit faire passer la production annuelle de PAC-3 MSE de 600 à environ 2 000 missiles, sous réserve du vote au Congrès du budget défense 2027, les sénateurs ayant présenté un budget de près de 1 100 Md$, inférieur aux 1 500 Md$ demandés par l'administration.
- Le 18 novembre, le géant automobile Nissan a annoncé miser sur le Mexique pour se préparer à l'arrivée des constructeurs chinois aux portes du marché américain. Son président pour les Amériques, Christian Meunier, s'attend à ce qu'ils produisent au Mexique d'ici deux à trois ans, et le groupe y mène un plan « agressif » de baisse des coûts, notamment en y vendant des modèles fabriqués en Chine avec Dongfeng, comme le pick-up Frontier Pro.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 18 novembre, le co-PDG de Netflix, Ted Sarandos, a affirmé que « personne n'a gagné les guerres du streaming », alors que le groupe se réorganise face à YouTube. Les plateformes captent moins de la moitié du temps passé devant la télévision aux États-Unis, et YouTube a atteint en août un record de 15,8 % de l'audience, environ le double de Netflix, dont la croissance de l'engagement ralentit. Après sa plus importante vague de licenciements depuis des années et le remplacement de deux hauts dirigeants, Netflix élargit son offre aux événements en direct, au sport et aux sorties en salles.

Santé

4. La Maison Blanche retire la nomination d'Heidi Overton à la tête de la Food and Drug Administration

Le 17 novembre, la presse a rapporté que la Maison Blanche retirait la nomination d'Heidi Overton au poste de commissaire de la Food and Drug Administration (FDA), quelques heures seulement avant le vote sur sa confirmation prévu au Sénat. Cette nomination était fragilisée depuis l'audition d'H. Overton devant la Commission HELP (*Health, Education, Labor and Pensions*) du Sénat en septembre dernier, certains de ses propos ayant suscité de vives réticences, y compris au sein du camp républicain. Lors de cette audition, H. Overton avait à plusieurs reprises reconnu que les vaccins approuvés par la FDA et la pilule abortive mifépristone étaient « sûrs et efficaces », tout en refusant d'admettre que l'administration Trump avait pu diffuser des informations médicales erronées. En réaction, le sénateur Bill Cassidy (R-Louisiane), président de la commission HELP, avait publiquement fait part de ses doutes, tandis que les démocrates avaient affirmé leur opposition, le sénateur Ed Markey (D – Massachusetts) déclarant notamment que « la FDA a[vait] besoin d'un dirigeant qui défende la science et la sécurité de nos enfants ». Face à l'effritement du soutien, le nom du sénateur républicain Roger Marshall (Kansas) avait été évoqué comme successeur potentiel, le secrétaire à la Santé Robert F. Kennedy Jr. l'ayant même rencontré récemment à cet effet selon la presse. Toutefois, la Maison Blanche a indiqué ne pas envisager sa candidature. Le retrait d'H. Overton laisse la FDA dans une situation de vacance prolongée : depuis la démission du

commissaire Marty Makary en mai 2026, l'agence est dirigée par intérim par Kyle Diamantas, issu de la division de régulation alimentaire. Les analystes de Citi ont qualifié ce retrait de « négatif modéré pour le sentiment » dans le secteur biopharmaceutique, soulignant qu'il « prolonge l'incertitude autour de la direction permanente de l'agence ».

Brèves

- Le 16 novembre, à l'occasion de la conférence HLTH à Las Vegas, Apple a annoncé le lancement d'une étude menée en partenariat avec OpenEvidence (plateforme de synthèse de littérature médicale à destination des cliniciens) visant à analyser la manière dont les utilisateurs interagissent avec des outils d'intelligence artificielle conversationnelle dans le domaine de la santé. L'étude, ouverte aux résidents américains âgés d'au moins 21 ans et équipés d'un iPhone 15 Pro ou ultérieur, peut accueillir jusqu'à 200 000 participants, qui accèdent via une application dédiée à des réponses à leurs questions de santé, accompagnées de références aux études cliniques sous-jacentes. Les participants peuvent choisir de partager des données issues de HealthKit (fréquence cardiaque, activité physique, sommeil, résultats biologiques, etc.), Apple précisant que ces données ne seront pas utilisées pour entraîner ses modèles d'IA. L'objectif déclaré est de guider le développement responsable de ces outils et d'évaluer leur utilité pour aider les patients à mieux préparer leurs consultations médicales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous ici